

|   |  |            |                    |
|---|--|------------|--------------------|
| <b>Pédiatrie</b>  | Pédiatrie générale                       | 25         | Aucun <sup>3</sup> |
|   | Surspécialités pédiatriques <sup>8</sup> | 7          | 7                  |
| <b>Autres programmes</b>  | Anatomopathologie                        | 15         | Aucun <sup>3</sup> |
|   | Anesthésiologie                          | 23         | 23                 |
|   | Médecine communautaire                   | 6          | 6                  |
|   | Médecine du travail                      | 1          | 1                  |
|   | Médecine d'urgence                       | 12         | 12                 |
|   | Médecine nucléaire                       | 5          | 5                  |
|   | Microbiologie médicale et infectiologie  | 10         | 10                 |
|   | Obstétrique et gynécologie               | 15         | 15                 |
|   | Ophthalmologie                           | 15         | 16                 |
|   | Psychiatrie <sup>9</sup>                 | 52         | Aucun <sup>3</sup> |
|   | Radiologie diagnostique                  | 27         | 27                 |
| Radio-oncologie   | 3  | 3          |                    |
| <b>Total des postes dans les programmes de médecine spécialisée</b> |  | <b>445</b> | <b>445</b>         |

<sup>8</sup> Au cours de l'année 2 de la cohorte (soit en 2016-2017), la Table de concertation permanente sur la planification de l'effectif médical au Québec identifiera les surspécialités pédiatriques considérées prioritaires et auxquelles les facultés de médecine accorderont une attention particulière dans l'attribution de ces 7 postes au moment du choix par les résidents du tronc commun de la pédiatrie de leur orientation définitive pour les années postérieures au tronc commun. Les postes seront disponibles parmi les surspécialités suivantes : cardiologie, endocrinologie, gastroentérologie, hémato-oncologie, immuno-allergie, maladies infectieuses, médecine d'urgence pédiatrique, médecine de l'adolescence, médecine néonatale et périnatale, néonatalogie, néphrologie, pneumologie, rhumatologie, soins intensifs, urgence, ou tout autre programme surspécialisé de la pédiatrie.

<sup>9</sup> Des besoins prioritaires sont observés en psychiatrie générale, en pédopsychiatrie et en gérontopsychiatrie.

62434

Gouvernement du Québec

**Décret 1077-2014, 3 décembre 2014**

CONCERNANT l'approbation de l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Wemotaci pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2018 entre le Conseil des Atikamekw de Wemotaci, Sa Majesté la reine du chef du Canada et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE le Conseil des Atikamekw de Wemotaci, Sa Majesté la reine du chef du Canada et le gouvernement du Québec souhaitent conclure une entente précisant les modalités concernant la prestation et le financement des services policiers dans la communauté de Wemotaci pour une période de quatre ans, soit du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2018;

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'article 9 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), la ministre de la Sécurité publique a notamment pour fonctions d'assurer l'application des lois relatives à la police et de favoriser la coordination des activités policières;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 90 de la Loi sur la police (chapitre P-13.1), le gouvernement peut conclure, avec une ou plusieurs communautés autochtones, chacune étant représentée par son conseil de bande respectif, une entente visant à établir ou à maintenir un corps de police dans un territoire déterminé dans l'entente;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec conviennent de partager les coûts de cette entente dans une proportion de 52 % pour le gouvernement du Canada et de 48 % pour le gouvernement du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 263-2014 du 26 mars 2014, les ententes sur la prestation des services policiers dans les communautés autochtones entre les conseils de bande de ces communautés, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sont exclues de l'application des articles 3.8 et 3.49 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE cette entente est visée par le décret numéro 263-2014 du 26 mars 2014;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 M\$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE soit approuvée l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Wemotaci pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2018 entre le Conseil des Atikamekw de Wemotaci, Sa Majesté la reine du chef du Canada et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JUAN ROBERTO IGLESIAS

62435

Gouvernement du Québec

### **Décret 1078-2014, 3 décembre 2014**

CONCERNANT l'approbation de l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Manawan pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2018 entre le Conseil des Atikamekw de Manawan, Sa Majesté la reine du chef du Canada et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE le Conseil des Atikamekw de Manawan, Sa Majesté la reine du chef du Canada et le gouvernement du Québec souhaitent conclure une entente précisant les modalités concernant la prestation et le financement des services policiers dans la communauté de Manawan pour une période de quatre ans, soit du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2018;

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'article 9 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), la ministre de la Sécurité publique a notamment pour fonctions d'assurer l'application des lois relatives à la police et de favoriser la coordination des activités policières;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 90 de la Loi sur la police (chapitre P-13.1), le gouvernement peut conclure, avec une ou plusieurs communautés autochtones, chacune étant représentée par son conseil de bande respectif, une entente visant à établir ou à maintenir un corps de police dans un territoire déterminé dans l'entente;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec conviennent de partager les coûts de cette entente dans une proportion de 52 % pour le gouvernement du Canada et de 48 % pour le gouvernement du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 263-2014 du 26 mars 2014, les ententes sur la prestation des services policiers dans les communautés autochtones entre les conseils de bande de ces communautés, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sont exclues de l'application des articles 3.8 et 3.49 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE cette entente est visée par le décret numéro 263-2014 du 26 mars 2014;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 M\$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE soit approuvée l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Manawan pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2018 entre le Conseil des Atikamekw de Manawan, Sa Majesté la reine du chef du Canada et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JUAN ROBERTO IGLESIAS

62436